

COLLECTION APPRENTISSAGES

MAURITANIE



Fiche de capitalisation pays – MAURITANIE

AT EDIFIS

L'exercice de capitalisation porte sur trois pays d'intervention - **Guinée, Mauritanie et Sénégal** - et vise à analyser de manière comparative la contribution de l'AT EDIFIS au renforcement des dynamiques d'égalité femmes-hommes.

Il s'articule autour de trois axes principaux :

- Coordination : comprendre dans quelle mesure l'appui a favorisé une meilleure articulation entre les ministères en charge de l'égalité femmes-hommes et les ministères sectoriels, tant sur le plan méthodologique que dans les pratiques de travail.
- Institutionnalisation du genre : analyser comment les appuis ont contribué à renforcer l'intégration du genre dans les politiques sectorielles, les processus internes et les outils de planification publique.
- Visibilité : documenter la manière dont l'AT EDIFIS a soutenu la reconnaissance et la légitimité des cellules genre / structures de gestion du genre, aussi bien au sein des administrations qu'auprès d'autres partenaires.

L'exercice combine une fiche croisée, qui met en évidence les points communs, convergences et enseignements transversaux, ainsi que trois fiches pays, chacune offrant une analyse du contexte, des dynamiques institutionnelles et des résultats observés dans chaque pays.

La fiche suivante porte sur l'expérience de la Mauritanie.

1. Contexte et acteur.trices

En Mauritanie, la **politique d'égalité femmes-hommes** est portée par le **Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille** (MASEF) et mise en œuvre par la Direction de la Promotion du Genre (DPG). Le pays s'appuie sur un cadre stratégique, la Stratégie Nationale pour l'Institutionnalisation du Genre (SNIG 2015–2025), et sur un socle juridique comprenant la CEDEF (avec réserves), une loi anti-discrimination, des textes sur la santé reproductive et un plan national de lutte contre les MGF.

Cependant, la **mise en œuvre de ces engagements reste limitée par des obstacles structurels** : coordination institutionnelle fragile, poids persistant des normes coutumières et religieuses, faibles capacités des structures publiques et appropriation inégale de la transversalité du genre.

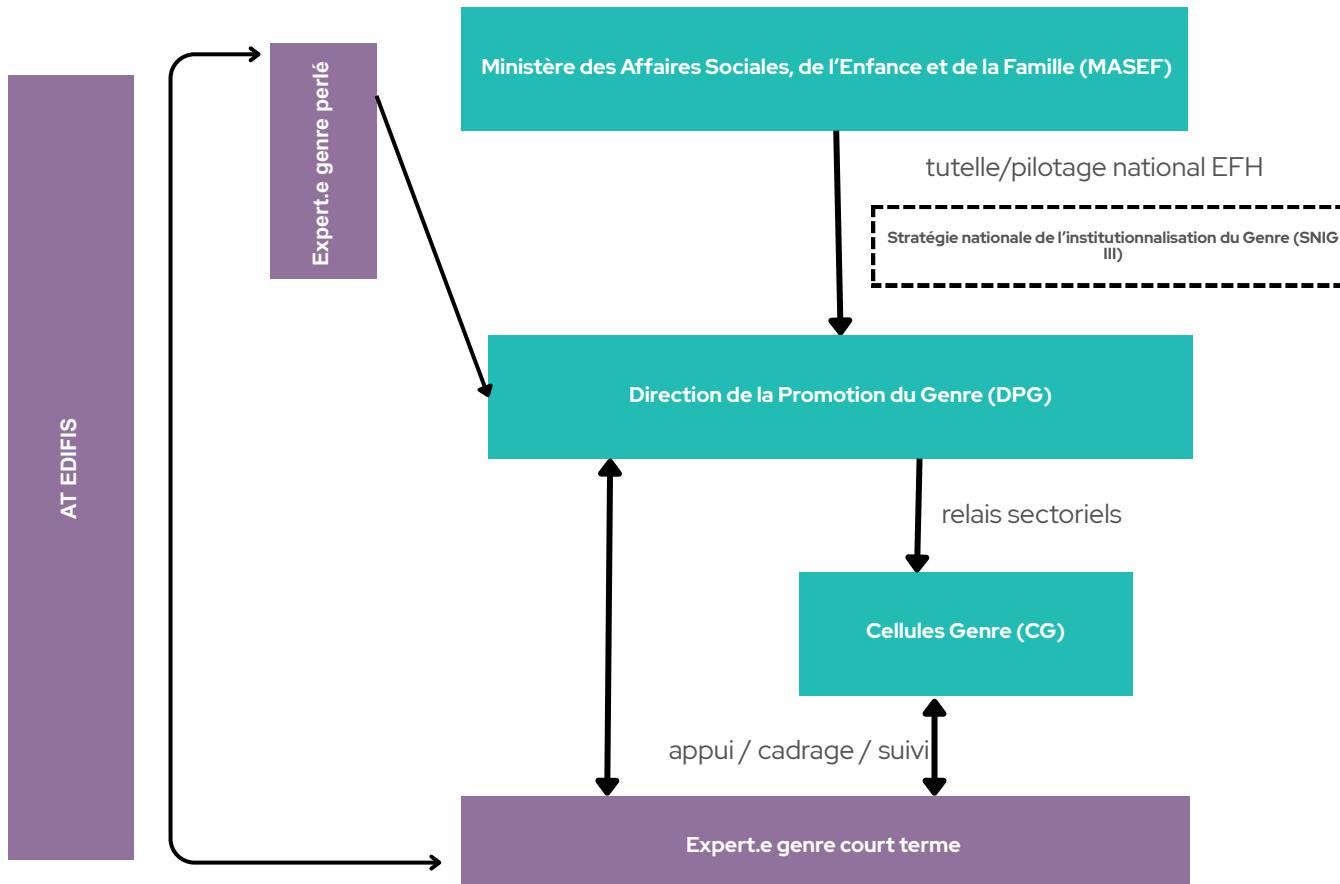
Cela se traduit notamment par des **Résultats en matière d'équité de genre encore mitigés**: scolarisation discontinue des filles, très faible accès au supérieur, et participation économique confinée à des secteurs informels ou peu valorisés, freinant la concrétisation des avancées institutionnelles.

Dans ce contexte, le **MASEF apparaît peu influent**, tandis que certains ministères techniques, en particulier celui de l'**Économie et des Finances** (avec la budgétisation sensible au genre), jouent un **rôle plus dynamique**. Le repositionnement du MASEF ainsi que le renforcement des capacités internes, figurent parmi les enjeux majeurs et priorités d'action identifiés dans les diagnostics liés à la SNIG porté par l'AT EDIFIS.

Dans ce cadre, le projet AT EDIFIS a appuyé le MASEF via la Direction de la promotion du genre, avec un **référent opérationnel mobilisé** à la Direction de la planification et de la coopération. L'appui, mené de manière perlée, a combiné **renforcement de capacités** et soutien à la **coordination intersectorielle**, selon une **approche participative** permettant aux directions concernées (notamment communication et promotion féminine et du genre) d'exprimer leurs besoins en formation et en matériel. Le travail a également impliqué les **cellules genre sectorielles**.

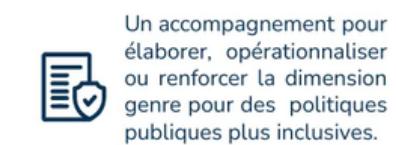
- Ministère de l'Économie et des Finances : élaboration d'une stratégie genre, réalisation d'un diagnostic sur l'entrepreneuriat féminin et formulation d'un plan d'action.
- Ministère de la Santé : élaboration d'une stratégie genre sectorielle.

Acteur.trices



2. Démarche et résultats

Le dispositif EDIFIS met à disposition sur demande :



Un accompagnement pour élaborer, opérationnaliser ou renforcer la dimension genre pour des politiques publiques plus inclusives.



Un appui pour renforcer les capacités des institutions.



Un accompagnement pour favoriser la coordination des acteurs.

4

Expert.es mobilisé.es

3

Ministères accompagnés

185

Jours d'accompagnement dédiés

Partenaire	Activité	État de l'activité
Ministère de la santé	Appui à l'élaboration de la stratégie genre du ministère → Réalisation d'un audit genre → Elaboration d'un plan d'action genre 2025 - 2030	Terminée
Ministère de l'économie et des finances (MEF)	Diagnostic du secteur de l'entrepreneuriat féminin et feuille de route pour son développement	Terminée
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)	Appui à l'élaboration de la stratégie genre du ministère : → réalisation préalable d'un diagnostic de l'institutionnalisation du genre → renforcement des capacités de l'équipe de la cellule genre.	Terminée
Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille (MASEF)	Mobilisation d'une assistance technique perlée pour un accompagnement en continu pendant 6 mois	Terminée

DES IMPACTS CONCRETS EN MATIÈRE DE POLITIQUES PUBLIQUES

AVANT

Aucun ministère en Mauritanie ne disposait de stratégie genre sectorielle, ce qui freinait l'intégration de l'approche genre et la prise en compte systématique de la question de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les documents politiques et stratégiques du gouvernement.

Le MEF souhaitait renforcer les compétences des équipes de sa cellule genre. Des actions de plaidoyer envers les partenaires financiers semblaient nécessaires pour mobiliser des ressources complémentaires pour améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes.

La cellule genre du MEF souhaitait renforcer sa collaboration avec les partenaires sectoriels, techniques et financiers.

APRÈS

Le ministère de l'économie et des finances (MEF) est le premier ministère à disposer d'une stratégie genre. L'approche participative a impliqué les autres ministères et a permis à d'autres ministères sectoriels de s'engager dans cette démarche d'institutionnalisation du genre à travers sa stratégie nationale genre.

Les capacités des équipes de la cellule genre sont renforcées en matière d'approche genre, d'outils d'intégration du genre et de plaidoyer grâce à une session de formation de deux jours.

Les deux ateliers organisés avec l'appui d'AT EDIFIS ont permis de favoriser le dialogue et la cohésion entre les partenaires sectoriels.

3. Analyse du projet - Mauritanie

1 – Dynamiques externes favorables :

- **Lancement de la SNIG 2e génération** (2026–2030) : moment stratégique pour institutionnaliser la transversalité du genre et consolider les acquis.
- **Contexte favorable à la collaboration intersectorielle** (MASEF – MEF – MEP – ONDFF – PTF).
- **Intérêt croissant des ministères techniques pour la BSG** → levier puissant d'appropriation.
- **Mise en réseau des cellules** pouvant servir de socle pour construire pour une structuration durable.
- **Existence de clusters thématiques dynamiques** (orientés PTF) pour rassembler les acteur.trices autour des secteurs phares d'intervention
- **Opportunité pour créer un espace plus ouvert à l'engagement / participation de la société civile**, qui dispose d'une légitimité forte (ancrage locale et prise directe avec les réalités) et d'un rôle clé sur l'incarnation et la traduction des sujets sensibles en axe de plaidoyer (V BG, santé, leadership).

2 – Réalisations et acquis du projet :

- **Diagnostic institutionnel complet** ayant servi à alimenter la SNIG de 2ème génération.
- Élaboration de plusieurs **stratégies genre sectorielles** (Économie, Santé) faisant gagner en visibilité et, légitimité les CG concernées (livrables structurants).
- Mise en place d'une **feuille de route**, base pour la planification commune entre le MASEF et les CG et pour la redynamisation d'une coordination intersectorielle.
- **Progression de l'institutionnalisation de la BSG** – programmation et budgétisation des activités genre, en collaboration avec plusieurs cellules genre
- **Leadership et rôle moteur du ministère de l'Économie** dans la mise en œuvre concrète de l'égalité de genre
- **Espaces de dialogue multi-sectoriels et multicanaux** (WhatsApp, ateliers, rencontres PTF) favorisant la coordination entre les acteur.trices.
- **Accompagnement technique contextualisé** : adaptation linguistique et culturelle, posture facilitatrice, implication d'actrices clé disposant d'une légitimité morale forte, dynamisant les processus.
- **Bonne réceptivité des cellules** une fois accompagnées (coaching, formation BSG).

3 – Freins et résistances structurelles :

- **Forte résistance socioculturelle** et morale aux approches de genre.
- **Prévalence du droit coutumier sur le droit positif** (foncier, héritage, mobilité).
- **Contexte institutionnel instable** : changement d'équipes, faible coordination MASEF / MEF.
- **Dépolitisation de l'objet "genre" et/ou réduction à un exercice technique**, sous injonction externe
- **MASEF insuffisamment positionné sur le plan stratégique** et en retrait dans la coordination nationale
- **Reconnaissance inégale des cellules genre** : absence d'arrêtés, faibles moyens, manque de légitimité interne.
- **Capacités internes limitées dans plusieurs ministères** (ressources humaines, compétences genre à l'échelle interinstitutionnelle)
- **Risque d'invisibilisation de la société civile** si l'appui des PTF reste trop institutionnel.

4. Leçons apprises et perspectives

PRINCIPALES LEÇONS APPRISES

1. **L'adaptation au contexte est essentielle**, le langage et les outils sensibles permettent de dépasser les résistances et de créer un espace de travail acceptable auprès des CG et des ministères.

2. **Les dynamiques progressent notamment grâce à l'engagement d'allié.es institutionnels stratégiques.** La mobilisation s'amplifie lorsque des acteur.trices disposant d'une forte légitimité interne s'emparent du sujet "genre", incarnent le changement et portent des dynamiques transformatrices. Ces allié.es doivent être identifiés, valorisés et soutenus.

3. **L'accompagnement opérationnel et contextualisé est nécessaire** (dispositifs de coaching, de formation et d'appui pratique). Ces **dispositifs** constituent des **leviers clés pour activer effectivement les Cellules** et impulser une dynamique réelle autour des plans d'action. Les expert.es nationaux·ales doivent disposer d'une connaissance fine du contexte et d'une capacité à naviguer dans les rapports de pouvoir ; leur crédibilité située favorise l'appropriation et renforce l'efficacité des appuis proposés..

4. **La société civile locale doit être pleinement associée** aux transformations sociales visées, car elle apporte une compréhension fine du contexte socio-culturel et politique (normes, enjeux, etc.), une maîtrise des dynamiques locales (ancrage, écosystème), une légitimité auprès des communautés tout en renforçant l'impact des actions menées par les institutions.

5. **La coordination progresse lorsque des outils communs existent servant de levier pour renforcer la mise en synergie des actions** : feuille de route, espaces d'échange et diagnostics partagés facilitent l'alignement entre ministères malgré la fragmentation initiale.

PERSPECTIVES DE CONSOLIDATION PRINCIPALES

Freins persistants	Solutions et perspectives
Coordination multisectorielle encore fragile (MASEF peu moteur, articulation limitée avec MEF/OSC/PTF).	Structurer un mécanisme régulier de coordination avec des réunions trimestrielles MASEF-MEF-ministères clés ; intégration des cellules dans les clusters PTF/OSC ; formalisation des rôles via la feuille de route 2025–2026.
Plans d'action genre parfois peu mis en œuvre ou non actualisés.	Harmoniser et suivre la mise en œuvre, à l'aide d'une actualisation annuelle , outils communs de suivi, ateliers d'échanges inter-ministères, diffusion des bonnes pratiques issues des ministères moteurs (Santé, Économie).
Budgétisation sensible au genre encore inégal et dépendante de quelques profils moteurs.	Institutionnaliser la BSG à travers de la formation continue des cellules + des directions financières et administratives ; et impliquer des parlementaires ; intégration de la BSG dans les instructions budgétaires annuelles.
Capacités limitées en genre, BSG, planification et suivi dans plusieurs ministères.	Développer un programme de renforcement de capacités ciblé avec des modules dédiés pour MASEF, Santé, Économie, le coaching des cellules ; et des parcours de formation continue alignés sur la SNIG 2.
Indicateurs faibles et redevabilité insuffisante (internes + publiques).	Développer un cadre d'indicateurs commun et un mécanisme de redevabilité (tableau de bord national genre, reporting semestriel, communication publique des progrès (ex. journées nationales du genre)).
Société civile encore peu mobilisée malgré sa forte légitimité sur les sujets sensibles.	Renforcer l'ancre communautaire en faisant des partenariats avec les OSCs , organiser des événements régionaux sur l'entrepreneuriat et le leadership féminin, participation des OSC aux formations et contribution au suivi.

Tisser une stratégie genre dans les réalités mauritaniennes



I.BS

Expert.e Genre

Assistante Technique auprès du ministère de la Santé- Mauritanie du projet d'AT EDIFIS

“Le changement naît de l’alliance entre celles qui agissent de l’intérieur et celles qui portent la pression de l’extérieur”

À son arrivée en Mauritanie, l’experte technique formalise un principe fondamental : aucun dispositif clé en main ne peut fonctionner. **Tout doit être contextualisé** - les concepts, le langage, les approches.

Son objectif est clair auprès du Ministère de la Santé : rédiger la stratégie genre du Ministère de la santé mais pour cela elle doit **comprendre les dynamiques de pouvoir, croiser les différentes formes de marginalisation** (théorie intersectionnelle) et **inscrire cette stratégie dans la complexité des réalités vécues par les femmes**.

Le processus devient en lui-même un espace de libération de la parole.

Féministe et engagée, elle occupe une **position d’« outsider within »** : étrangère, mais partageant une culture, une langue, une religion communes. Cette position lui permet d’être **suffisamment proche pour comprendre, suffisamment extérieure pour questionner**.

Elle avance avec humilité tout en assumant qu’aucune recherche n’est neutre. Dans un environnement institutionnel mouvant, avec des changements de ministres et de directeurs de cabinets, **elle navigue entre contradictions et opportunités** : certaines responsables blâment les femmes, ignorant le manque d’infrastructures et de sécurité dans les régions éloignées, tandis que d’autres femmes engagées, à la société civile ou dans la CG, défendent les droits des femmes et portent des sujets sensibles comme les droits et la santé sexuelle et reproductive.

La Cellule Genre du Ministère de la santé dispose d’une légitimité administrative en tant que structure rattachée au ministère. En revanche, sa présidente, dotée d’une légitimité morale profonde, n'est pas officiellement nommée par décret ou arrêté. C'est oublier la détermination de l'experte. Elle accompagne la CG pour définir et porter la stratégie sans s'exposer, notamment en privilégiant des rencontres bilatérales avec les partenaires techniques et financiers (PTF).

Cette approche devient le moteur discret du processus et permet de progresser dans un environnement institutionnel complexe.

Elle rappelle que le principal frein à la mise en œuvre n'est pas tant l'argent que la **capacité à mobiliser les ressources, à coordonner les acteur·rices mais aussi à s'aligner avec les cadres socio-culturels**. « *Comprendre et respecter les rythmes locaux est essentiel pour éviter des processus artificiels ou déconnectés.*».

Pour elle, **la société civile est un acteur incontournable omis du dispositif**. Entre ONG internationales, PTF et ministères, les **dynamiques de pouvoir créent une hiérarchisation qui invisibilise les voix locales** et génère de la confusion, voire de la frustration.

“

[la société civile] connaît le terrain, détient des savoirs légitimes qu'il faut inclure. Quand on renforce les institutions, qui est empouvoiré ? Qui est laissé de côté ? ”



Quand elle résume l’appui de l’AT EDIFIS, elle le distingue par son orientation stratégique « rare » : **prioriser le renforcement institutionnel, en soutenant les cellules genre**.

Cette posture ouvre un espace transformateur mais exigeant : comprendre les hiérarchies internes, clarifier les mandats, et accompagner des acteur·rices à exercer un leadership sans être officiellement reconnues.

Selon l’experte, aller plus loin nécessite d’articuler les expertises, assurer un continuum d’accompagnement et mobiliser des leviers politiques pour faciliter l’adoption des plans d’action porteurs de changement.

Méthodologie et contributeur.trices à la capitalisation

Sur le plan méthodologique, la démarche de capitalisation s'est appuyée sur une approche mixte, combinant analyse documentaire, entretiens qualitatifs et travail collectif (atelier de capitalisation et atelier de clôture).

1. Revue documentaire

Elle a porté sur les documents produits dans le cadre du projet AT EDIFIS, notamment :

- Offre technique revue du projet (2024) ;
- Rapport annuel (août 2023 - juillet 2024) ;
- Rapport semestriel (avril 2024) ;
- Rapport annuel (août 2024 - juillet 2025) ;
- Document de capitalisation « Appui au cadrage et au renforcement des expertises techniques perlées de l'AT EDIFIS » ;
- Compte rendu de l'atelier de coordination intersectorielle de Mauritanie et de l'atelier de coordination intersectorielle de Guinée ;
- Diagnostics institutionnels : MASEF (Mauritanie) et DNPFG-MPFEV (Guinée) ;
- Rapport de l'atelier national de février 2024 (Dakar).

2. Entretiens exploratoires (équipe)

Quatre entretiens exploratoires ont été conduits auprès de membres (actuels ou ex) de l'équipe projet :

- Beatriz Aguirre Noceda, cheffe de projet ;
- Laura Perchat, responsable composantes 2 et 3 ;
- Chantal Ndami, responsable composante 1, ELT Politiques publiques d'égalité F-H ;
- Diaby, ancienne membre de l'équipe projet

3. Atelier de capitalisation

Un atelier de capitalisation s'est tenu en présentiel à Dakar et a réuni une vingtaine de participant.es représentant les différents profils du projet : expert.es techniques, membres des assistances techniques perlées, représentant.es des cellules et structures genre (CG/SGE), et agent.es du MEFH.

4. Entretiens semi-directifs

Cinq entretiens semi-directifs ont ensuite été conduits avec les expert.es mobilisé.es dans les trois pays cibles (Mauritanie, Sénégal, Guinée) :

- IBS, experte technique auprès du ministère de la Santé (Mauritanie) ;
- Mariem Baba Sy, experte perlé auprès du MASEF (Mauritanie) ;
- Richard Kourouma, expert perlé auprès du MEFH (Guinée) ;
- Cheikh Mane et Socè Sene, experts auprès des cellules genre sectorielles (Sénégal) ;

5. Apports de l'atelier de clôture

Enfin, les retours et contributions issus de l'atelier de clôture du projet ont été intégrés à l'analyse.

www.expertisefrance.fr

